

Unité inter-départementale Haute-Garonne-Ariège
4 avenue Didier Daurat - CS 40 331
cedex
31776 Colomiers

Colomiers, le 16/04/2026

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 24/02/2026

Contexte et constats

Publié sur **GÉORISQUES**

Fibre Excellence Saint-Gaudens

Rue du Président Saragat
BP 202
31800 Saint-Gaudens

Références : 2026/0195
Code AIOT : 0006802548

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 24/02/2026 dans l'établissement Fibre Excellence Saint-Gaudens implanté Rue du Président Saragat 31800 Saint-Gaudens. L'inspection a été annoncée le 29/01/2026. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Des concentrations significatives en chlorate dans les rejets de l'installation ont été mesurées en décembre 2025 et janvier 2026. Ces rejets ont induit des concentrations dans la Garonne (milieu récepteur) élevées conduisant l'inspection des installations à prendre par arrêté préfectoral de mesures d'urgence (APMU) des dispositions visant à imposer à l'exploitant la surveillance des chlorates dans son rejet et dans le milieu récepteur et à prendre toutes les mesures nécessaires afin de limiter les émissions. La présente inspection vise à vérifier la conformité de l'installation de dépôtage de chlorate, installation susceptible d'être à l'origine d'une partie des émissions de l'exploitant.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- Fibre Excellence Saint-Gaudens
- Rue du Président Saragat 31800 Saint-Gaudens
- Code AIOT : 0006802548
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Seveso seuil haut
- IED : Oui

Le site est installé sur la commune de Saint-Gaudens depuis 1959 et produit, selon le procédé dit « Kraft », de la pâte à papier blanchie fabriquée à partir de bois feuillus et résineux.

Il relève du régime de l'autorisation environnementale notamment pour la production de pâte à papier. Compte tenu de la nature et des quantités de produits chimiques utilisés, l'établissement est visé par la directive européenne dite « Seveso III » et relève du statut seuil haut. La fabrication de pâte à papier est également concernée par la directive européenne dite « IED » (Industrial Emissions Directive) relative aux émissions industrielles.

Contexte de l'inspection :

- Pollution
- Suite à mise en demeure

Thèmes de l'inspection :

- Eau de surface

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;

- ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Des concentrations significatives en chlorate dans les rejets de l'installation ont été mesurées en décembre 2025 et janvier 2026. Ces rejets ont induit des concentrations dans la Garonne (milieu récepteur) élevées, impactant les usines de potabilisation de l'eau situées en aval et concernées par de nouvelles normes sanitaires en vigueur depuis le 1^{er} janvier 2026 notamment sur le paramètre chlorates. En conséquence, l'inspection des installation a pris par arrêté préfectoral de mesures d'urgence des dispositions visant à imposer à l'exploitant la surveillance des chlorates dans son rejet et dans le milieu récepteur et à prendre toutes les mesures nécessaires afin de limiter les émissions.

Lors de l'inspection, un point a été fait sur les résultats des dernières mesures effectuées par l'exploitant et par les actions et investigations conduites par l'exploitant. Les dernières actions visant à limiter les émissions de chlorates en sortie d'usine ont été réalisées le 15 janvier, leur efficacité est mesurable à partir du 17 janvier.

Surveillance de la concentration en chlorate dans la Garonne.

L'exploitant a présenté en séance l'ensemble des résultats jusqu'au 16 février 2026. Sur les 24 mesures effectuées depuis le 17 janvier, 3 mesures dépassent la valeur de 0,1 mg/L à l'entrée du canal Saint Martory (valeur imposée par APMU du 09/01/26):

- 0,11 mg/L le 18/01
- 0,12 mg/L le 22/01
- 0,11 mg/L le 24/01

Les dernières valeurs mesurées sont inférieures à la limite de quantification (0,05mg/L). Il convient de noter toutefois que les débits de la Garonne ont fortement variés sur la période (de 20 m³/s à 200 m³/s).

L'exploitant indique qu'il souhaite solliciter une modification des dispositions de l'arrêté préfectoral de mesures d'urgence afin de définir une valeur limite à respecter en chlorate à la sortie

de l'usine et non pas dans le milieu naturel.

Dispositions prises pour limiter les émissions de chlorates

L'exploitant indique avoir mis en place les actions suivantes :

- obturation d'un égout propre au niveau de l'atelier pâte/machine),
- pose d'un joint sur la vanne de vidange de la fosse de rétention chlorates,
- détournement des égouts de process de l'atelier de fabrication du dioxyde de chlore directement vers la STEP.

Parallèlement à ces mesures l'exploitant a mis en place des mesures conservatoires ponctuelles :

- modification des recettes de production,
- envoi d'une partie de l'égout propre vers la STEP (réalisation le 15/01/2026).

Ces mesures ont permis de réduire de manière importante les flux émis au niveau du rejet de l'usine.

Depuis ces mesures mises en place début janvier, l'exploitant a poursuivi ces investigations. Il a fait procéder à des contrôles de l'état des canalisations et regards sur une partie de ces égouts pollués et égouts propres situés au niveau de l'atelier produits chimiques (cf. point de contrôle n°1). L'exploitant précise qu'il va progressivement rétablir le fonctionnement normal de l'égout propre en enlevant les mesures de détournement provisoire mis en place tout en procédant à des contrôles de la concentration en chlorate.

L'inspection estime qu'il est nécessaire de prendre de nouvelles dispositions afin de renforcer l'encadrement réglementaire des rejets du site en prescrivant des valeurs limites en chlorate et une surveillance adaptée. Un projet d'arrêté préfectoral sera proposé en ce sens.

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
1	Canalisations de transport de fluides	AP Complémentaire du 09/06/2009, article 2.7.2	Demande de justificatif à l'exploitant	1 mois
2	Contrôles spécifiques	AP Complémentaire du 09/06/2009, article 1.6	Demande d'action corrective	6 mois
10	Surveillance des eaux pluviales	AP Complémentaire du 09/06/2009, article 2.2.2	Demande de justificatif à l'exploitant	1 mois
12	Dispositif d'alerte	AP Complémentaire du 09/06/2009, article 2.6.2	Demande de justificatif à l'exploitant	1 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
3	Schéma des réseaux	AP Complémentaire du 09/06/2009, article 2.7.2	Sans objet
4	Unité de dépotage du chlorate	AP Complémentaire du 09/11/2012, article 14.4.2	Sans objet
5	Unité de dépotage du chlorate	AP Complémentaire du 09/11/2012, article 14.4.2	Sans objet
6	Wagons-citerne et camions de chlorate	AP Complémentaire du 09/11/2012, article 9.1	Sans objet
7	Quantité de chlorate de sodium stocké	AP Complémentaire du 09/11/2012, article 14.4.1	Sans objet
8	Stockage chlorate - mesure de niveau	AP Complémentaire du 09/11/2012, article 14.4.3	Sans objet
9	Surveillance des ouvrages de stockage de chlorate	AP Complémentaire du 09/06/2009, article 2.7.4	Sans objet
11	Analyses des eaux pluviales	AP Complémentaire du 09/06/2009, article 2.4.4.2	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

La présente inspection vise à vérifier des dispositions relatives à l'exploitation et la maintenance de l'installation de dépotage de chlorate, cette installation étant susceptible d'être à l'origine d'une partie des émissions de l'exploitant.

Il a été constaté que l'exploitation de l'unité de dépotage est conforme aux prescriptions vérifiées, en particulier les quantités stockées sur le site sont respectées.

L'exploitant ayant détecté un défaut d'étanchéité d'un de ces regards d'égouts pollués lors de contrôles, l'inspection juge nécessaire de renforcer le suivi des eaux souterraines afin de déterminer les impacts potentiels induits.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Canalisations de transport de fluides

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 09/06/2009, article 2.7.2
Thème(s) : Risques chroniques, Prévention des pollutions
Prescription contrôlée :

<p>Les canalisations de transport de matières dangereuses ou insalubres et de collecte d'effluents pollués ou susceptibles de l'être doivent être étanches et résister à l'action physique par les produits qu'elles contiennent.</p> <p>[...]</p> <p>Les différentes canalisations doivent être convenablement entretenues et faire l'objet d'examens périodiques appropriés permettant de s'assurer de leur bon état et de leur étanchéité.</p> <p>Elles doivent être repérées conformément aux règles en vigueur.</p>
<p>Constats :</p> <p>Dans le cadre de ces investigations pour la recherche des sources de rejets en chlorate, l'exploitant a fait procéder à des contrôles de l'état des canalisations et des regards sur une partie de ces égouts pollués et égouts propres situés au niveau de l'atelier produits chimiques.</p> <p>Deux types de tests ont été réalisés :</p> <ul style="list-style-type: none"> - des passages caméras, - des tests d'étanchéité. <p>Ces contrôles ont mis en évidence un défaut d'étanchéité sur un regard de l'égout pollué. L'exploitant indique que ce regard étant situé à proximité immédiate d'un regard de l'égout propre, une partie des effluents s'écoulait de l'égout pollué vers l'égout propre générant ainsi des rejets en chlorate non traités vers le milieu récepteur.</p> <p>L'exploitant a procédé au changement de regard en semaine 8 (travaux de dépose, pose et remise en état des voiries). Le jour de la visite, l'inspection a pu constater des travaux en cours (finition béton). L'exploitant précise qu'il fera procéder à un nouveau test d'étanchéité.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>Il est demandé à l'exploitant de transmettre l'ensemble des résultats des contrôles effectués sur les égouts pollués et égouts propres (passage caméra et test d'étanchéité) avant et après réalisation des travaux.</p>
<p>Type de suites proposées : Avec suites</p>
<p>Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant</p>
<p>Proposition de délais : 1 mois</p>

N° 2 : Contrôles spécifiques

<p>Référence réglementaire : AP Complémentaire du 09/06/2009, article 1.6</p>
<p>Thème(s) : Risques chroniques, Contrôles spécifiques</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Indépendamment des contrôles explicitement prévus dans le présent arrêté, l'inspecteur des installations classées peut demander, en cas de besoin, que des contrôles spécifiques, des prélèvements et des analyses soient effectués par un organisme dont le choix est soumis à son approbation s'il n'est pas agréé à cet effet, dans le but de vérifier le respect des prescriptions</p>

d'un texte réglementaire, pris au titre de la législation sur les installations classées ; les frais occasionnés par ces études sont supportés par l'exploitant.

Constats :

Les investigations conduites par l'exploitant pour la recherche des sources de rejets en chlorate ont conduit à détecter un défaut d'étanchéité sur un regard des égouts pollués. Ce défaut est susceptible selon l'inspection d'avoir entraîné des écoulements dans le sol. Ainsi, un renforcement de la surveillance des eaux souterraines du site est nécessaire afin de vérifier la présence ou l'absence d'impact.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

Il est demandé à l'exploitant de compléter le suivi des eaux souterraines en procédant lors des 4 prochaines campagnes à des mesures de la concentration en chlorate.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande d'action corrective

Proposition de délais : 6 mois

N° 3 : Schéma des réseaux

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 09/06/2009, article 2.7.2

Thème(s) : Risques chroniques, Canalisations de transport de fluides

Prescription contrôlée :

Un schéma de tous les réseaux et un plan des égouts doivent être établis par l'exploitant, régulièrement mis à jour, notamment après chaque modification notable.
Ils seront tenus à la disposition de l'inspection des installations classées ainsi que des services d'incendie et de secours.

Constats :

L'exploitant a fourni le jour de l'inspection un plan au format A0 qui présente les réseaux dont les égouts propres, l'égout général, l'égout pollué.
La dernière mise à jour indiquée est du 13/01/2026.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 4 : Unité de dépotage du chlorate

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 09/11/2012, article 14.4.2

Thème(s) : Risques accidentels, Consignes et arrêt d'urgence

Prescription contrôlée :

La zone de dépotage est équipée de panneaux rappelant les consignes de sécurité à mettre en œuvre et les dangers liés au produit.

[...]
Constats : Le dépotage du chlorate est effectué dans un bâtiment dédié. A l'intérieur du bâtiment l'inspection a constaté la présence d'un affichage des consignes pour le dépotage mais également la nature des dangers de la substance, les mesures d'urgence et les équipements de protection individuelle nécessaires.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 5 : Unité de dépotage du chlorate

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 09/11/2012, article 14.4.2
Thème(s) : Risques accidentels, Modalités d'entretien
Prescription contrôlée : La zone de dépotage est nettoyée avant et après chaque opération. En cas de déversement de solution de chlorate de sodium, l'exploitant procède au nettoyage immédiat de la zone (récupération, lavage à l'eau). [...] Les flexibles de dépotage doivent être conformes à la norme en vigueur et sont remplacés préventivement tous les 5 ans. Les rapports d'entretien et de vérification sont tenus à la disposition de l'inspection des installations classées. Un dispositif approprié doit empêcher que celui-ci ne subisse une usure due à un contact répété avec le sol. Le flexible doit être changé après toute dégradation. [...] Constats : L'exploitant indique que la zone de dépotage est lavée après chaque déchargement. L'opérateur présent sur site, questionné par l'inspection a confirmé que les opérations de lavage étaient effectuées après chaque déchargement. Les consignes affichées spécifient bien une étape de lavage de la zone. Le dépotage s'effectue via un flexible. L'exploitant a transmis en séance la fiche de suivi de cet équipement. La mise en service a eu lieu en décembre 2024 et un contrôle visuel annuel est effectué. Le dernier contrôle visuel date du 12/12/2025. L'exploitant a également mis à disposition de l'inspection la déclaration de conformité par le constructeur du flexible.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 6 : Wagons-citerne et camions de chlorate

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 09/11/2012, article 9.1
Thème(s) : Risques chroniques, Prévention des pollutions
Prescription contrôlée : A tout moment l'exploitant est capable de justifier quel est le nombre de camions-citernes et

<p>wagons-citernes présents sur le site, la nature de la substance contenue et l'état du contenant (vide ou plein). Une traçabilité permettant de vérifier ces éléments est mise en place. Par ailleurs, un enregistrement vidéo permet de vérifier les entrées et sorties des camions citernes. [...]</p> <p>Dans le cas particulier du chlorate de sodium :</p> <ul style="list-style-type: none"> - 325 tonnes sous forme solide sont autorisées sur le site soit 5 wagons de 60 tonnes et 1 camion de 25 tonnes, [...]
<p>Constats :</p> <p>L'exploitant précise que les livraisons de chlorate de sodium sont effectuées par camion la semaine et via des wagons citernes le week-end. La livraison par camion n'est effectuée que sur rendez-vous notamment pour éviter la présence de plusieurs camions contenant des substances non compatibles. Il précise qu'ainsi aucun camion ne reste stationné sur le site en dehors du temps nécessaire pour le dépotage. L'inspection n'a pas constaté la présence de camion de chlorate de sodium lors de la visite sur les zones inspectées (unité de dépotage).</p> <p>Des wagons-citernes de chlorate sont stationnés sur le site pour assurer la continuité des approvisionnements le week-end notamment. L'exploitant suit via son outil informatique le nombre de wagon-citerne présent. L'inspection a pu consulter l'outil. Le jour de la visite, 4 wagons-citernes sont présents sur le site. L'inspection n'a pas pu aller inspecter la zone de stationnement des wagons. Toutefois, le nombre de wagon a pu être constaté via la surveillance vidéo de la zone.</p> <p>L'inspection a vérifié, via l'outil informatique de l'exploitant, le nombre maximal de wagon présents sur l'année passée. Le nombre maximal était de 4.</p> <p>L'exploitant précise que les travaux de reprise d'une partie de l'égout pollué actuellement en cours impacte la voie de passage des wagons ainsi le dépotage par wagon est momentanément suspendu.</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 7 : Quantité de chlorate de sodium stocké

<p>Référence réglementaire : AP Complémentaire du 09/11/2012, article 14.4.1</p>
<p>Thème(s) : Risques accidentels, Dépotage chlorate</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Au maximum, la quantité de chlorate de sodium présente sur le site est de 908,2 tonnes réparties comme suit :</p> <ul style="list-style-type: none"> - 325 tonnes sous forme solide, soit 5 wagons de 60 tonnes et 1 camion de 25 tonnes (cf article 9.1 du présent arrêté), - 583,2 tonnes sous forme liquide soit 3 bacs de 100m³ chacun et 1 bac de dissolution de 132 m³.
<p>Constats :</p> <p>Les quantités stockées constatées par l'inspection le jour de la visite sont conformes.</p> <p>Le nombre de wagon citerne est de 4.</p> <p>Pour le stockage de chlorate sous forme liquide l'exploitant précise qu'il dispose de 4 équipements :</p> <ul style="list-style-type: none"> - un bac de préparation d'une capacité de 120 m³

- deux réservoirs de stockage d'une capacité de 100 m³ soit 200 m³ au total,
- un réservoir de stockage de chlorate filtré d'une capacité de 100 m³.

L'inspection a consulté via les outils informatiques les niveaux de stockage au moment de la visite :

- 10 m³ dans le bac de préparation. Ce bac est rempli lors du dépotage puis vidangé dans les bacs de stockage. Un niveau d'eau de consigne est laissé en permanence pour éviter la solidification du chlorate.
- 2*56 m³ dans les bacs de stockage,
- 70 m³ dans le bac de stockage de chlorate filtré.

Les niveaux de stockage indiqués en salle par l'exploitant ont été confirmés par l'opérateur interrogé par l'inspection lors de la visite terrain de l'unité.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 8 : Stockage chlorate - mesure de niveau

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 09/11/2012, article 14.4.3

Thème(s) : Risques accidentels, Dépotage chlorate

Prescription contrôlée :

[...] Les bacs de stockages (y compris le bac de dissolution de 132m³) sont munis d'un indicateur de niveau et d'une sécurité de niveau haut qui entraîne l'arrêt de la pompe de remplissage. Le bac de dissolution de 132m³ est sur rétention déportée et est équipé d'un évier dimensionné selon les normes en vigueur. Les deux bacs de stockage non filtrés et le bac de stockage filtré, chacun contenant 100m³, placés en séries sont sur rétention.

Constats :

Les 4 équipements de stockage sont équipés d'indicateurs de niveau avec report sur l'outil de supervision. Un niveau haut de sécurité est paramétré sur l'outil de supervision.
Les 3 bacs de stockage (chlorate et chlorate filtré) sont situés sur une rétention.
Le bac de préparation et sa rétention n'ont pas été vérifiés lors de cette inspection.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 9 : Surveillance des ouvrages de stockage de chlorate

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 09/06/2009, article 2.7.4

Thème(s) : Risques chroniques, Prévention des pollutions

Prescription contrôlée :

L'exploitant prend toute disposition pour entretenir et surveiller à intervalles réguliers les mesures et moyens mis en œuvre afin de prévenir les émissions dans le sol et les eaux souterraines et tient

et moyens mis en œuvre afin de prévenir les émissions dans le sol et les eaux souterraines et tient à disposition de l'inspection en charge des installations classées pour la protection de l'environnement les éléments justificatifs (procédures, compte-rendu des opérations de maintenance, d'entretien des cuvettes de rétention, canalisations, conduits d'évacuation divers...).

Constats :

Le site dispose de 4 réservoirs de stockage de chlorate (point de contrôle n°7). Un des quatre réservoirs a une capacité de stockage supérieure à 100 m³ : le bac de préparation dont la capacité est de 120 m³. L'inspection a demandé à l'exploitant de justifier les opérations de maintenance et de contrôles effectuées sur cet ouvrage.

L'exploitant a mis à disposition le compte-rendu de la dernière visite de contrôle de l'équipement en date du 4 mars 2025. Les points de contrôle portent sur les accessoires, l'assise, la robe, les moyens d'accès, le toit, les fondations GC et la cuvette de rétention.

Ce rapport conclut que des anomalies ont été constatées sans remettre en cause l'intégrité de l'équipement. Une anomalie détectée est la présence d'aspérité sur la robe du réservoir. Ce point a fait l'objet d'une intervention pour reprise en juin 2025 (compte-rendu d'intervention consulté). Les autres anomalies ont fait l'objet de recommandations en fin de rapport avec un délai d'intervention et l'identification d'un responsable.

Sur la présence de fissure du dallage au niveau de la rétention, l'inspection constate que le délai associé est au 19 mars 2027.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

Il est demandé à l'exploitant de justifier le délai associé à la reprise du dallage de la rétention notamment vis à vis des enjeux (risque de pollution).

Type de suites proposées : Sans suite

N° 10 : Surveillance des eaux pluviales

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 09/06/2009, article 2.2.2

Thème(s) : Risques chroniques, Prévention des pollutions

Prescription contrôlée :

Une surveillance en continu du pH est faite, la valeur mesurée doit être conforme aux dispositions prévues à l'article 2.4.4.2. En cas d'anomalie, les eaux pluviales sont envoyées dans la stations d'épuration de manière automatique. La vanne qui assure la fermeture de l'émissaire doit être protégée contre la perte d'énergie.

Constats :

Fonctionnement normal de l'installation

L'égout propre est équipé d'un dispositif fixe de comptage et de mesure en continu du pH et de la conductivité. En cas de dépassement des valeurs de consigne, une vanne automatique se ferme pour diriger les effluents vers la STEP. La mesure du pH et de la conductivité est reportée sur

<p>l'outil de supervision. L'inspection a pu consulter les enregistrements.</p> <p><u>Fonctionnement temporaire</u></p> <p>Il convient de noter que le jour de l'inspection compte-tenu des installations de dérivation temporaire d'une partie des effluents de cet égout, les effluents ne sont pas comptabilisés par le dispositif fixe. Les effluents résiduels transitant par cet égout sont dirigés par pompage vers un regard en aval du dispositif de comptage et de la vanne de fermeture de l'émissaire. L'exploitant a mis en place des débitmètres sur les canalisations temporaires et les outils de mesures du pH et de la conductivité ont été déplacés pour permettre la mesure.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>Il est demandé à l'exploitant d'informer l'inspection de la remise en fonctionnement normal de l'égout propre.</p>
<p>Type de suites proposées : Avec suites</p>
<p>Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant</p>
<p>Proposition de délais : 1 mois</p>

N° 11 : Analyses des eaux pluviales

<p>Référence réglementaire : AP Complémentaire du 09/06/2009, article 2.4.4.2</p>
<p>Thème(s) : Risques chroniques, Prévention des pollutions</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Les eaux pluviales doivent respecter les valeurs limites suivantes :</p> <ul style="list-style-type: none"> - pH compris entre 5,5 et 8,5, - DCO inférieure à 125 mg/L, - MES inférieures à 35 mg/L, - Hydrocarbures totaux inférieurs à 10 mg/L. <p>Une analyse de contrôle est faite sur l'ensemble de ces paramètres une fois par an.</p>
<p>Constats :</p> <p>Les résultats des mesures effectuées sont saisies sur GIDAF par l'exploitant. Les deux dernières mesures ont été effectuées en mars 2024 et mai 2025. Aucun dépassement n'est constaté.</p> <p>Compte-tenu des événements récents (rejets de chlorate via les égouts propres), l'inspection estime que la fréquence de surveillance de ce point de rejet doit être renforcée afin de permettre de détecter des dysfonctionnements sur le site conduisant à des rejets via cet exutoire. Un projet d'arrêté préfectoral complémentaire sera proposé en ce sens par l'inspection.</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 12 : Dispositif d'alerte

<p>Référence réglementaire : AP Complémentaire du 09/06/2009, article 2.6.2</p>
<p>Thème(s) : Risques chroniques, Prévention des pollutions</p>

Prescription contrôlée :

Dans le cadre du dispositif d'alerte et de protection de la sécurité en eau potable de l'agglomération toulousaine, l'exploitant procède, en aval de son rejet à la mesure en continu de l'oxygène dissous et, dans son rejet, à la mesure de la DCO dans son rejet. Cette mesure est transmise en cas d'anomalie dans les meilleurs délais, par un moyen adapté, à la police de l'eau ainsi qu'à la DDASS et aux stations de production d'eau potable en cas d'anomalie. Dès que la concentration descend en dessous de 6 mg/l, l'exploitant prend toutes les mesures nécessaires de vigilance. Dès que cette valeur passe en dessous de 5 mg/l, l'exploitant prend les dispositions nécessaires pour que cette valeur repasse, dans les meilleurs délais, au dessus de 5 mg/l. L'exploitant est dispensé de la mise en œuvre de ces équipements si il participe à un réseau de mesure de la qualité de l'eau de la Garonne qui permet d'établir les valeurs de ces paramètres et assure la transmission des résultats tel qu'indiqué ci dessus.

Constats :

L'exploitant précise qu'il dispose d'une convention avec le laboratoire départemental 31 (LD31). Le LD31 suit en continu l'oxygène dissous et le COT dans le milieu naturel (au niveau du pont de Montespan). L'exploitant est informé en cas de dépassement de certains seuils par email.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

Il est demandé à l'exploitant de préciser quelles sont les deux dernières alertes reçues et quelles actions ont été engagées.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant

Proposition de délais : 1 mois